

AMI Soutiens Laveurs 2025

Contrat de financement et de cession de revenus futurs

Version du contrat-type en date du 16/06/2025

Note au lecteur : Les termes débutant par une majuscule sont définis à l'article 1^{er} du Contrat.

LE PRESENT CONTRAT EST CONCLU ENTRE :

Raison sociale : Citeo	
Forme : [...]	Capital : [...] euros
Enregistré au RCS de [...] sous le n° [...]	
Dont le siège est situé [...], [...], 75009 Paris	
Représentée par [...], en qualité de [...], dûment habilité[...]	
Désignée ci-après « La Société Agréée »	

La Société Agréée est un éco-organisme agréé par l'État de la nouvelle filière fusionnée des emballages ménagers et des imprimés papiers et des papiers à usage graphique en application d'un cahier des charges publié au Journal Officiel le 10 décembre 2023. Depuis novembre 2020, elle est également une entreprise à mission.】

ET

Raison sociale : [...]	
Forme : [...]	Capital : [...] euros
Activité principale : [...]	Code NAF : [...]
Enregistré au RCS de [...] sous le n° [...]	
Dont le siège est situé [...], [...], [...]	
Représentée par [...], en qualité de [...], dûment habilité [...]	
Désignée ci-après le « Porteur de Projet »	

Le Porteur de Projet est le Candidat retenu de l'appel à manifestation d'intérêt relatif au soutien aux laveurs en 2025 (« AMI Soutiens Laveurs 2025 »).

ET

Raison sociale : WE DO GOOD	
Forme : [...]	Capital : [...] euros
Activité principale : [...]	Code NAF : [...]
Enregistré au RCS de [...] sous le n° [...]	
Dont le siège est situé [...], [...], [...]	
Représentée par [...], en qualité de [...], dûment habilité [...]	
Désignée ci-après l' « Intermédiaire »	

L'**Intermédiaire** est une société spécialisée dans la structuration et l'opérationnalisation de mécanismes de financement en partage de revenus. L'Intermédiaire est immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 17002712, agent du Prestataire de Paiement LemonWay, établissement de paiement agréé par l'ACPR en France le 24/12/2012 sous le numéro 16568J.

Les Parties concluent dans ce cadre le Contrat. Il reflète leur consentement. A ce titre, chaque Partie a pu transmettre l'ensemble des questions qu'elle souhaitait poser et obtenir de la part des autres Parties l'ensemble des informations nécessaires.

Sommaire

Table des matières

Cadre général de la relation des Parties	5
Article 1. Définitions	5
Article 2. Objet du Contrat.....	8
Article 3. Portée du Contrat.....	8
Article 4. Durée du Contrat.....	8
Article 5. Coopération des Parties	9
Article 6. Dématérialisation des relations contractuelles.....	9
Conditions et modalités techniques du Contrat.....	11
Article 7. Prestations de l'Intermédiaire	11
Article 8. Obligations et engagements de l'Intermédiaire	12
Article 9. Obligations et engagements de la Société Agréée	13
Article 10. Obligations et engagements du Porteur de Projet	13
Article 11. Contrôle des Revenus et de l'affectation du Financement à l'Activité Financée	14
Conditions et modalités financières du Contrat.....	15
Article 12. Modalités de fixation et de versement du Financement	15
Article 13. Modalités de calcul et de versement de la Redevance	16
Article 14. Gestion des flux financiers	18
Article 15. Rémunération des prestations réalisées par l'Intermédiaire.....	18
Article 16. Taxes et obligations fiscales.....	19
Précisions juridiques	20
Article 17. Propriété intellectuelle.....	20
Article 18. Confidentialité	21
Article 19. Données à caractère personnel	21
Article 20. Responsabilité et assurance	22
Article 21. Modification du Contrat.....	23

Cadre général de la relation des Parties

Article 1. Définitions

1. Les termes en majuscule ont le sens défini ci-après :

Activité : Désigne l'activité industrielle et commerciale du Porteur de Projet.

Activité Financée : Désigne l'activité de lavage du Porteur de Projet faisant l'objet du Financement.

SPECIMEN

Agrément : Arrêté du 27 décembre 2023 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur d'emballages, d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique dont les détenteurs finaux produisent des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

AMI Soutiens Laveurs 2025 : Procédure d'Appel à Manifestation d'Intérêts (« AMI ») engagée par la Société Agréée afin de sélectionner les Porteurs de Projet qui pourront bénéficier d'un Financement avec contrepartie.

Boucle de réemploi : La boucle de réemploi désigne le circuit complet de l'emballage réemployable : de la collecte de l'emballage sale, en passant par le tri, le stockage, le lavage, la livraison, le conditionnement, la distribution, et la remise en rayon et la vente en magasin.

Capacité totale : Désigne la capacité totale du centre de lavage entendue comme la vitesse de la machine x son efficacité x le nombre de jours travaillés.

Connaissances propres : Toute connaissance, informations, données, invention, tout moyen ou procédé technique, savoir-faire, brevet, recette, méthodologie, document, base de donnée... de toute nature et sur tout support, qu'ils soient ou non couverts par des droits de propriété industrielle ou intellectuelle, qu'une Partie possédait en propre antérieurement à la date d'effet du Contrat ou qu'elle aurait acquis en propre pendant l'exécution de celui-ci en dehors de l'exécution du Contrat et qu'elle mettra en œuvre dans le cadre du Contrat.

Contrat : Désigne le présent contrat ainsi que ses annexes.

Créneau vide : Désigne la différence entre la Production nominale et la production réelle du Candidat sur une période donnée (du début de l'année 2025 jusqu'au dépôt de la candidature).

Emballage réemployable : Désigne le contenant destiné au conditionnement d'un produit, intégré dans le cadre d'une Boucle de réemploi.

Enseignements : Ensemble des enseignements, conclusions, constats, connaissances, expertises, savoir-faire, solutions, bilans, estimations ... issus de l'analyse des Résultats.

Financement : Désigne la somme versée par la Société Agréée au Porteur de Projet au titre du Contrat, calculée selon la formule suivante : $\text{Frais Fixes} \times \text{Créneaux Vides} / \text{Capacité Totale}$. Cette somme est plafonnée au montant figurant à l'article 12.2 du Contrat.

Frais fixes : Désigne les frais suivants exposés par le Porteur de Projet au titre de son Activité Financée :

- Frais liés aux locaux et au foncier :
 - Loyer ou amortissement du bâtiment
 - Assurance des locaux
 - Taxes foncières et/ou taxes d'occupation
- Frais liés aux équipements et aux installations de production et de manutention :
 - Amortissement des équipements
 - Entretien et maintenance préventive des équipements (hors pannes imprévues)
- Frais de personnel :
 - Salaires et charges sociales des salariés (personnel administratif, responsables techniques, chef de site, etc.)
 - Rémunération de la direction
- Frais administratifs et généraux :
 - Abonnements (eau, électricité, gaz, gardiennage pour la partie non directement liée au volume lavé – ex : éclairage, chauffage des bureaux, etc.)
 - Télécommunication, assurances diverses...
- Frais financiers et structurels :
 - Intérêts des emprunts liés à la création ou au fonctionnement de l'usine.
 - Redevances ou loyers de crédit-bail (si l'équipement est loué en leasing).
- Frais de certification ou de conformité :
 - Certifications qualité (type HACCP, ISO 22000...)
 - Contrôles réglementaires (hygiène, sécurité, etc.)

Information(s) Confidentielle(s) : information, document, donnée, prix, fichier, savoir-faire, échantillons, échanges, sans que la présente liste puisse être considérée comme exhaustive, qui pourraient être révélés ou transmis par une Partie à l'autre Partie ou ses prestataires et partenaires dans le cadre de l'exécution du Contrat, et ce quel que soit le support ou la forme utilisé pour cette transmission et qu'ils soient ou non identifiés comme confidentiels.

Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution du Contrat pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- Elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- Elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie émettrice ;
- Elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- Elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement interne entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie réceptrice n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles.

Informations Courantes : Désigne les informations sur l'évolution de l'Activité du Porteur de projet, communiquées par tout moyen de communication. [à lister]

Informations Détaillées : Désigne les comptes certifiés conformes par le dirigeant éventuellement publiés du Porteur de Projet, les déclarations faites à l'administration fiscale, ainsi que l'attestation d'un expert-comptable ou commissaire aux comptes pour les périodes non couvertes par ces documents.

Intermédiaire : Désigne la Partie au Contrat chargée de suivre l'exécution technique et financière du Contrat, notamment via la mise à disposition de son Site.

Livrable : Tout document établi par l'Intermédiaire ou le Porteur de Projet, dans le cadre du Contrat, à destination ou à la demande de la Société Agréée.

Partie(s) : désigne individuellement ou collectivement la Société Agréée, le Porteur de Projet et l'Intermédiaire.

Périodicité : Désigne le rythme de déclaration et de paiement des échéances pendant la durée du Contrat. Cette Périodicité est [trimestrielle]. Au sens du présent Contrat, "Périodique" et "Période du Contrat" s'entendent comme ayant rapport à un [trimestre].

Porteur de Projet : Candidat retenu à l'issue de l'AMI Soutiens Laveurs 2025 ayant signé le Contrat avec la Société Agréée et l'Intermédiaire.

Prime : Désigne le montant à payer par le Porteur de Projet à la Société Agréée en cas de résiliation anticipée dans les conditions prévues au Contrat. Le montant de la Prime est égal au montant du Financement.

Production nominale : Désigne la production calculée au regard de la vitesse nominale de la machine x son efficacité x le nombre de jours ouvrés en une équipe de 8 heures.

Redevance : Désigne la part de ses Revenus que le Porteur de Projet cède à la Société Agréée, dans les conditions fixées au Contrat.

Redevance collectée : Montant cumulé des Redevances versées par le Porteur de Projet à la Société Agréée pendant la durée du Contrat.

Redevance Plafond : Montant maximum pouvant être remboursé par le Porteur de Projet à la Société Agréée en application du Contrat.

Redevance Plancher : Montant minimum devant être remboursé par le Porteur de Projet à la Société Agréée en application du Contrat.

Réglementation Informatique et Libertés : textes en vigueur en matière de protection des données personnelles, en particulier règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que toute disposition légale ou réglementaire nationale et européenne et l'ensemble des recommandations, délibérations et autres normes édictées par la Commission Nationale de l'informatique et libertés.

Résultats : données, informations, méthodes, technologies, procédés, savoir-faire, schéma, plan, concept, design, Livrables, etc. issus de la mise en œuvre du Projet.

Revenus : Désigne les produits issus de l'Activité financée, définis par le Contrat comme le Chiffre d'Affaires net hors taxes du Porteur de Projet.

Revenus Prévisionnel : Désigne les Revenus Prévisionnels que le Porteur de Projet déclare avoir transmis, et qui serviront de référence à défaut de déclaration de ses Revenus.

Site : Désigne la plateforme sur Internet développée par l'Intermédiaire, accessible à l'URL www.wedogood.co, distribuant des services de paiement et de signature électronique.

Société Agréée : Désigne l'éco-organisme Citeo

Taux de rendement : ratio obtenu entre le nombre d'heures réelles à pleine capacité divisé par le nombre d'heures totales à pleine capacité, déterminé dans le Dossier de Candidature (Annexe 2).

2. Pour l'application du Contrat, les termes correspondant aux notions définies par la législation, en particulier celles visées aux articles L. 541-1-1 et R. 543-43 et suivants du code de l'environnement, ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Article 2. Objet du Contrat

1. En application de l'article 4.3 du cahier des charges des éco-organismes relatif au Financement des solutions de réemploi et de réutilisation, et conformément au V de l'article L. 541-10-18, la Société Agréée consacre annuellement au moins 5 % du montant des contributions qu'elle perçoit au développement de solutions de réemploi et de réutilisation des emballages.

Ces financements visent notamment à la mise en place d'infrastructures nécessaires au réemploi des emballages (lignes de lavages et autres équipements, parcs d'emballages réemployables, changement de ligne de conditionnement, etc).

C'est dans ce cadre que la Société Agréée a décidé d'accorder un soutien remboursable au Porteur de Projet pour le maintien et le développement des infrastructures de lavage d'Emballages réemployables.

Le Contrat a pour objet de déterminer les conditions et modalités techniques, financières et juridiques selon lesquelles la Société Agréée entend verser ce soutien remboursable (« Financement ») au Porteur de Projet, à charge pour ce dernier de verser des Redevances à la Société Agréée, dans les conditions et termes fixés au présent Contrat.

2. Afin d'assurer l'interface logistique entre la Société Agréée et le Porteur de Projet, un Intermédiaire a été désigné. A ce titre, il met notamment à disposition des autres Parties son Site pour réaliser l'opération de financement du Projet, et le versement des Redevances sur les revenus engendrés par le Projet.

L'Intermédiaire intervient dans le cadre d'un mandat au sens des articles 1984 et suivants du Code civil au nom et pour le compte des autres Parties pour la gestion des flux financiers opérés dans le cadre du Contrat (Annexes 3 et 4 – Mandat du Porteur de Projet à l'Intermédiaire et Mandat de la Société Agréée à l'Intermédiaire).

Article 3. Portée du Contrat

1. Il est expressément convenu que le présent Contrat ne pourra en aucun cas être considéré comme constitutif d'une société entre les Parties. La responsabilité de chacune est limitée aux engagements pris par elle au titre du Contrat.

2. Il est également expressément convenu que le Contrat ne conduit pas un transfert de propriété ou de garde à la Société Agréée.

Ces dispositions sont essentielles.

Article 4. Durée du Contrat

1. Le Contrat prend effet à sa date de signature par l'ensemble des Parties pour une durée de sept (7) ans.

2. Le terme du Contrat pourra intervenir de manière anticipée en cas d'atteinte de la Redevance Plafond avant l'échéance du Contrat fixée au Paragraphe 1 du présent Article. Dans cette

hypothèse, le Porteur de Projet sera réputé avoir intégralement rempli ses obligations de reversement et sera libéré de toute obligation financière restante au titre du Contrat.

3. Si au terme de la durée stipulée au paragraphe 1 du présent Article, le Porteur de Projet n'a pas versé à la Société Agréée le montant de la Redevance Plancher, la durée du Contrat est prolongée, dans les mêmes conditions, jusqu'à atteinte de la Redevance Plancher. La prolongation de la durée du Contrat est toutefois limitée à une durée maximale de quinze (15) ans, durée initiale comprise.

3. Les stipulations des Article 17 (*Propriété intellectuelle*), Article 18 (*Confidentialité*) et Article 20 (*Responsabilité et assurance*) survivent au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, dans les conditions qu'elles prévoient.

Article 5. Coopération des Parties

5.1. Obligation de bonne foi et de diligence

Les Parties exécutent de bonne foi et avec diligence les obligations qui résultent respectivement pour elles du Contrat.

Les Parties coopèrent de la même manière pour la parfaite exécution du Contrat. Elles échangent notamment à cet effet de manière permanente toutes informations utiles dans le but d'éviter tout incident préjudiciable à leurs intérêts respectifs.

5.2. Interlocuteurs respectifs

Les Parties désignent leurs interlocuteurs respectifs pour l'exécution du Contrat. Elles échangent les coordonnées de leurs interlocuteurs respectifs, en particulier leur adresse électronique. Chaque Partie informe l'autre de tout changement d'interlocuteur, dans la mesure du possible préalablement au changement effectif.

Article 6. Dématérialisation des relations contractuelles

6.1. Principe général de dématérialisation

Les Parties privilégient les procédures dématérialisées.

Cette dématérialisation s'applique à la contractualisation et à tous les échanges et correspondances entre les Parties pour l'exécution du Contrat, hors procédures dérogatoires prévues par le Contrat.

Les Parties peuvent, de manière exceptionnelle dûment motivée, faire exception à la dématérialisation.

L'Intermédiaire met à disposition des Parties son Site pour l'exécution du Contrat. Le Porteur de Projet et la Société Agréée s'engagent à créer un compte personne morale sur le Site de l'Intermédiaire. L'utilisation des services de paiement nécessite pour les Parties de transmettre des documents permettant d'attester de leur identité, en vertu des textes réglementaires relatifs aux obligations de vigilance en matière de services de paiement en ligne.

6.2. Communications entre les Parties

Toutes les communications et déclarations qui interviennent entre les Parties pour l'exécution du Contrat sont effectuées par défaut par voie dématérialisée dans les conditions de mise à disposition définies par la Société Agréée, hors procédures dérogatoires prévues par le Contrat.

6.3. Modalités de contractualisation

La signature du Contrat s'effectue au moyen de l'outil de signature électronique mis à disposition par la Société Agréée.

Seules les personnes physiques visées en comparution peuvent signer électroniquement le Contrat.

Chaque Partie s'assure de l'habilitation de son représentant, ainsi que de la validité des informations la concernant renseignées sur l'outil.

Chaque Partie est responsable de l'utilisation régulière des accès à l'outil dont elle dispose.

SPECIMEN

Conditions et modalités techniques du Contrat

Article 7. Prestations de l'Intermédiaire

7.1. Mise à disposition et gestion du Site

L'Intermédiaire met à disposition des autres Parties son Site pour :

- Le lancement de la campagne de ~~EE~~Financement du Projet du Porteur de Projet,
- La gestion des flux financiers, en qualité d'agent prestataire de services de paiement agréé de Lemonway, établissement de paiement régulé par l'ACPR dans les conditions fixées infra (Article X – *Gestion des flux financiers*),
- Le déploiement d'une infrastructure de financement, incluant la création d'un portefeuille électronique,
- L'accès et la formation des équipes de la Société Agréée à l'utilisation de l'infrastructure de financement et au suivi du Projet pendant la durée du Contrat (suivi des versements et des données),
- La mise à disposition d'un tableau de bord sécurisé permettant à la Société Agréée de suivre l'avancement du Projet, les paiements, les engagements du Porteur de Projet et les flux de Redevances.
- La mise à disposition d'un tableau de bord sécurisé permettant au Porteur de Projet d'effectuer ses déclarations trimestrielles et d'accéder au suivi du Projet.

7.2. Suivi et contrôle des flux financiers

L'Intermédiaire assure, sous sa responsabilité, le suivi et le contrôle des flux financiers intervenant dans le cadre de l'exécution du Contrat :

- Le flux du Financement émanant de la Société Agréée, d'une part, et
- Le flux de la Redevance émanant du Porteur de Projet, d'autre part. Il procède notamment à ce titre au calcul de la Redevance dans les conditions fixées à l'Article 1312.

7.3. Contrôle et vérification des déclarations périodiques et du paiement des Redevances

1. L'Intermédiaire procède à la vérification de l'ensemble des éléments transmis par le Porteur de Projet et notamment des Informations Détaillées, des déclarations périodiques, et des Revenus.

En outre, chaque année, l'Intermédiaire procède à un contrôle des déclarations de Revenus effectuées par le Porteur de Projet via l'examen des comptes annuels.

En cas de doutes sur la complétude ou la véracité des éléments transmis, l'Intermédiaire demande au Porteur de Projet tous compléments ou justificatifs nécessaires et en informe la Société Agréée dans les meilleurs délais.

Les éventuels écarts constatés entre les Revenus déclarés par le Porteur de Projet et les éléments vérifiés par l'Intermédiaire donnent lieu à une procédure de rectification de la Redevance dans les conditions fixées à l'Article 13.3 du Contrat.

2. L'Intermédiaire met en œuvre un dispositif de suivi et de relance visant à assurer le respect des échéances de déclaration et de paiement des Redevances dues par le Porteur de Projet.

La date d'échéance de déclaration est fixée à quinze (15) jours après la fin de chaque Période contractuelle. À cet effet, l'Intermédiaire s'engage à :

- Notifier le Porteur de Projet de l'approche de l'échéance Périodique, au moins cinq (5) jours avant la date limite de déclaration.

Article 8. Obligations et engagements de l'Intermédiaire

8.1. Obligation générale

L'Intermédiaire est tenu d'engager et de mobiliser toutes les compétences, ressources et diligences nécessaires à la bonne réalisation des prestations qui lui sont confiées en application du Contrat.

8.2. Obligations de l'Intermédiaire à l'égard de la Société Agréée

En application du Contrat, l'Intermédiaire s'engage à l'égard de la Société Agréée à :

- Fournir les prestations décrites au Contrat avec diligence et compétence et à mettre à disposition son Site dans des conditions conformes aux standards professionnels de sécurité et de disponibilité ;
- Assurer le support utilisateur et technique relatif à son Site.
- Mettre en œuvre, en partenariat avec son Prestataire de Services de Paiement (PSP), les procédures nécessaires à la vérification de l'identité et de la conformité réglementaire du Porteur de Projet dans le cadre des exigences du dispositif français de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;

- Assurer l'accès de la Société Agréée au tableau de bord sécurisé visé à l'Article 7 permettant de suivre le Projet financé.
- Informer la Société Agréée en cas de modification majeure de son Site, ou de dysfonctionnement susceptible d'impacter la continuité du service.
- Procéder à l'ensemble des vérifications des Revenus déclarés par le Porteur à Projet au regard des Informations Détaillées et le cas échéant de tout autre élément de nature à confirmer le montant des Revenus

Article 9. Obligations et engagements de la Société Agréée

9.1. Obligations de la Société Agréée à l'égard de l'Intermédiaire

En contrepartie des engagements pris par l'Intermédiaire, la Société Agréée s'engage à ne pas entraver ou retarder l'accès du Porteur de Projet au Site une fois le Financement validé et le présent Contrat signé.

9.2. Obligations de la Société Agréée à l'égard du Porteur de Projet

En contrepartie des engagements pris par le Porteur de Projet, la Société Agréée s'engage à lui verser le Financement dans les conditions et suivant les modalités fixées au Contrat.

Article 10. Obligations et engagements du Porteur de Projet

1. Le Porteur de Projet déclare sur l'honneur :

- disposer de tous les droits nécessaires pour exercer librement son Activité, et notamment de satisfaire aux obligations administratives liées à cette Activité ;
- avoir accompli toutes les diligences nécessaires pour se prémunir contre les risques graves pouvant menacer l'Activité, notamment en souscrivant aux assurances nécessaires à son activité.

2. Le Porteur de Projet exécutera ses obligations contractuelles de bonne foi et ne pourra s'y soustraire notamment par le transfert de son Activité à une filiale ou par la cession -même partielle- de celle-ci dès lors que ces actes auraient notamment pour objectif ou auraient pour effet principal de léser la Société Agréée ou de rendre insignifiant le poids des obligations prévues au Contrat.

Le Porteur de Projet reconnaît et accepte d'être soumis envers la Société Agréée à une obligation d'informations sur ses Revenus pouvant faire l'objet d'un contrôle dans les conditions fixées à l'Article 11.

Pour assurer le respect de ses obligations découlant du Contrat, le Porteur de Projet, s'engage :

- à effectuer toutes démarches nécessaires à l'exercice licite de l'Activité et notamment à obtenir les éventuels agréments, assurances, certifications ou visas,

- à transmettre à la Société Agréée les Informations Courantes,
- à tenir à disposition de la Société Agréée tout document attestant des déclarations et assurances liés à l'Activité,
- à permettre à l'Intermédiaire, via les services de paiements distribués sur le Site, de prélever la Redevance calculée en fonction des conditions posées par l'Article 13.2,
- à respecter son obligation éventuelle de publication des comptes, ou le cas échéant à tenir une comptabilité analytique qui distingue les Revenus relatifs à l'Activité et à conserver tous les documents et pièces comptables, ainsi que les Informations Détaillées, en ses bureaux pour les tenir à disposition de la Société Agréée et de l'Intermédiaire ;
- à transmettre à l'Intermédiaire les Informations Détaillées ou à donner à l'Intermédiaire un accès direct aux sources d'information, pour que l'Intermédiaire puisse vérifier les Revenus.

SPECIMEN

3. Le Porteur de Projet s'engage à affecter le montant du Financement exclusivement aux Frais Fixes dédiés à l'Activité financée, et accepte que le respect de cet engagement puisse donner lieu à un contrôle dans les conditions fixées à l'Article 11.

Article 11. Contrôle des Revenus et de l'affectation du Financement à l'Activité Financée

1. La Société Agréée se réserve le droit de faire contrôler les comptes du Porteur de Projet par huissier, expert-comptable ou commissaire aux comptes au maximum une fois par an.

Le coût de l'intervention de cet expert sera imputable au Porteur de Projet si ce dernier n'a pas fourni à l'Intermédiaire les Informations Détaillées ou a fourni des informations erronées ou incomplètes, et sera laissée à la charge de la Société Agréée dans le cas contraire.

2. En cas de doute de la Société Agréée sur l'affectation du Financement à l'Activité Financée, la Société Agréée peut solliciter la communication de tout justificatif de nature à confirmer que l'affectation du Financement est conforme aux engagements contractuels du Porteur de Projet.

Si les éléments transmis ne permettent pas d'établir la bonne affectation du Financement, la Société Agréée peut avoir recours à un expert dans les mêmes conditions qu'au Paragraphe 1 du présent Article.

Conditions et modalités financières du Contrat

Article 12. Modalités de fixation et de versement du Financement

12.1. Principes généraux

Sous réserve du respect par le Porteur de Projet des obligations qui résultent pour lui du Contrat, la Société Agréée s'engage à lui verser un Financement au titre de l'Activité Financée.

L'Activité financée ne pourra faire l'objet d'aucun autre Financement de la part de la Société Agréée en 2025.

Sans préjudice des exceptions prévues au Contrat et notamment en cas de résiliation du Contrat, les fonds versés au Porteur de Projet au titre du Financement sont définitivement acquis par ce dernier.

12.2. Montant du Financement

Le montant maximum dû par la Société Agréée au Porteur de Projet au titre du Financement est de [à préciser] euros.

Ce montant peut être revu à la baisse par la Société Agréée dans le cadre du contrôle et de la validation du Taux de rendement dans les conditions fixées à l'Article 12.3.

12.3. Echancier

1. Le Financement de la Société Agréée est versé selon l'échéancier suivant :

- 35% à la signature du présent Contrat,
- 55% après contrôle et validation des Taux de rendement sur les trois premiers mois d'exécution du Contrat. La Société Agréée procède au contrôle et à la validation sur la base des éléments transmis par le Porteur de Projet. En cas de taux de rendement non conforme par rapport au taux indiqué dans le cadre de l'AMI (confer Annexe technique du Dossier de candidature du Porteur de Projet), la Société Agréée peut solliciter des justificatifs supplémentaires, et le cas échéant, procéder à un ajustement à la baisse du montant du Financement.
- 10% après la première déclaration de Chiffres d'Affaires du Porteur de Projet, prévue pour janvier 2026.

2. Les versements seront réalisés, sur facturation et dans le délai de paiement contractuel, après validation du montant par la Société Agréée.

12.4. Facturation

Le versement du Financement est effectué sur la base d'appels de fonds émis par l'Intermédiaire. L'Intermédiaire transmet l'appel de fonds à la Société Agréée dès son émission, de préférence sur son espace personnalisé sur la plateforme de dépôt dématérialisé des factures fournisseurs mis à sa disposition par la Société Agréée sur simple demande à l'adresse : [\[comptabilite.fournisseurs@citeo.com\]](mailto:comptabilite.fournisseurs@citeo.com).

Dans l'éventualité où l'Intermédiaire ne serait pas en mesure d'utiliser la plateforme de dépôt dématérialisé, il doit exceptionnellement adresser l'appel de fonds à l'adresse [\[comptabilite.fournisseurs@citeo.com\]](mailto:comptabilite.fournisseurs@citeo.com).

Chaque appel de fonds est payable dans les quarante-cinq (45) jours fin de mois après la date d'émission de la facture.

Article 13. Modalités de calcul et de versement de la Redevance

SPECIMEN

13.1. Principes généraux

1. Le Porteur de Projet s'engage à céder à la Société Agréée une part de ses Revenus à proportion du Financement (« Redevance »).
2. La Redevance est cédée par le Porteur de Projet à la Société Agréée sur la durée définie à l'Article 4.

13.2. Modalités de calcul de la Redevance

1. La Redevance est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Redevance} = (\text{Financement} / \text{Redevance plafond}) \times (\text{pourcentage} \times \text{Revenus})$$

Pour l'application de la formule, le pourcentage est fixé à **[à compléter]** %.

2. Le Porteur de Projet doit procéder à la déclaration Périodique de ses Revenus. Le jour de déclaration des revenus périodiques est au plus tard le quinze du mois suivant la fin de la période du contrat échue. Les Revenus Périodiques servent de référence au calcul de la Redevance.

A défaut de déclaration des Revenus Périodiques, les Parties conviennent que la Redevance sera calculée sur la base des Revenus Prévisionnels suivants :

- Année 1 : [• €]
- Année 2 : [• €]
- Année 3 : [• €]
- Année 4 : [• €]
- Année 5 : [• €]
- Année 6 : [• €]

- Année 7 : [• €]

De convention entre les Parties, les Revenus sont réputés égaux aux fractions suivantes du Revenu Prévisionnel de l'année du Contrat concernée :

- 25 % pour le premier trimestre
- 25 % pour le second trimestre
- 25 % pour le troisième trimestre
- 25 % pour le quatrième trimestre

3. Sur la base des éléments prévus au présent Article, l'Intermédiaire procède au calcul de la Redevance et notifie le montant de la Redevance au Porteur de Projet.

13.3. Modalités de rectification de la Redevance

Dans le cadre du contrôle annuel effectué par l'Intermédiaire sur les Revenus déclarés par le Porteur de Projet (Article 11 du Contrat), si des écarts sont constatés entre les Revenus déclarés et les éléments constatés par l'Intermédiaire, il est procédé à une rectification du montant de la Redevance, à la hausse ou à la baisse selon l'hypothèse, sur l'échéance Périodique suivante.

En cas de réduction excédant la Redevance due sur l'échéance Périodique suivante, la Redevance de cette Période sera égale à zéro, et le solde de la réduction sera de même déduit des Redevances de toutes les Périodes suivantes jusqu'à épuisement dudit solde.

Si la différence est constatée après la dernière Période du contrat, l'Intermédiaire en avertit immédiatement la Société Agréée et le Porteur de Projet, ce dernier demeurant tenu de régulariser la situation via le versement du reliquat de Redevance, dans un délai maximum de 30 jours calendaires.

13.4. Modalités de versement de la Redevance

1. Le Porteur de Projet dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires pour procéder au versement de la Redevance à compter de la notification du montant par l'Intermédiaire.

2. Le paiement de la Redevance sera effectué en euros via les services de paiement en ligne distribués sur le Site.

3. Tout retard de paiement, total ou partiel, de la Redevance à sa date d'échéance entraînera de plein droit et sans mise en demeure préalable l'application de pénalités de retard exigibles le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture, conformément à l'article L. 441-10 du code de commerce. Le taux d'intérêt des pénalités sera égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur au jour de l'échéance de la facture non payée. En plus de ces pénalités, une indemnité forfaitaire d'un montant de quarante (40) euros pour frais de recouvrement sera exigible.

13.5. Plafonnement de la Redevance

Il est expressément convenu que le montant total cumulé des Redevances versées par le Porteur de Projet au titre du Contrat ne pourra en aucun cas excéder le Financement versé par la Société Agréée, majoré du taux d'intérêt légal en vigueur applicable sur la période de remboursement (« Redevance Plafond »).

En cas d'atteinte du montant de la Redevance Plafond, le Porteur de Projet est libéré de ses engagements contractuels et le Contrat prend fin conformément à l'Article 4 du Contrat.

13.6. Plancher de la Redevance

Il est expressément convenu que le Porteur de Projet est tenu de verser à la Société Agréée une Redevance représentant en cumulé un minimum de 60 % du Financement.

En cas de non atteinte du montant de la Redevance Plancher au terme du Contrat, prolongé dans les conditions fixées à l'Article 4, le Porteur de Projet est libéré de son obligation de règlement du Plancher de la Redevance.]

Article 14. Gestion des flux financiers

1. L'Intermédiaire intervient en qualité d'agent prestataire de services de paiement agréé de Lemon Way, établissement de paiement régulé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). À ce titre, l'Intermédiaire est habilité à opérer des opérations de paiement pour le compte de tiers, notamment l'encaissement des fonds collectés auprès des investisseurs et leur redistribution aux porteurs de projets, dans le strict respect du cadre réglementaire applicable.

2. Toute détention de fonds par l'Intermédiaire s'effectue exclusivement dans le cadre de ce mandat, sans que l'Intermédiaire n'agisse en son nom propre ni ne détienne les fonds pour son propre compte.

Au titre du présent Contrat, et en application des articles 1984 et suivants du Code civil, la Société Agréée donne mandat à l'Intermédiaire de verser en son nom et pour son compte le montant du Financement au Porteur de Projet, dans les conditions fixées au Contrat.

Au titre du présent Contrat, et en application des articles 1984 et suivants du Code civil, le Porteur de Projet donne mandat à l'Intermédiaire de verser en son nom et pour son compte le montant des Redevances à la Société Agréée, dans les conditions fixées au Contrat.

Article 15. Rémunération des prestations réalisées par l'Intermédiaire

15.1. Éléments de la rémunération de l'Intermédiaire

1. Les Prestations dues par l'Intermédiaire à la Société Agréée sont rémunérées dans le cadre de la convention cadre relative à la mission générale de l'Intermédiaire.

En conséquence, l'Intermédiaire accepte expressément qu'aucune rémunération ne lui sera versée par la Société Agréée au titre du présent Contrat et renonce à présenter toute demande à ce titre.

2. La mise à disposition de son Site par l'Intermédiaire donne lieu à une rémunération fixée à 1,5% du montant de la Redevance versée par le Porteur de Projet. Cette rémunération couvre les frais techniques et de gestion liés au service de paiement en ligne via le Site.

Cette rémunération est à la charge du Porteur de Projet.

15.2. Modalités de facturation

A chaque versement périodique de Redevance effectué par le Porteur de Projet via le Site, 1,5% de la somme versée par ce dernier sera prélevée automatiquement par l'Intermédiaire.

Une facture précisant le détail des montants versés au titre de la Redevance et prélevés au titre de la rémunération de l'Intermédiaire est adressée au Porteur de Projet.

Tout retard de paiement, total ou partiel, des factures à leur date d'échéance entraînera de plein droit et sans mise en demeure préalable l'application de pénalités de retard exigibles le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture, conformément à l'article L. 441-10 du code de commerce. Le taux d'intérêt des pénalités sera égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur au jour de l'échéance de la facture non payée. En plus de ces pénalités, une indemnité forfaitaire d'un montant de quarante (40) euros pour frais de recouvrement sera exigible.

Article 16. Taxes et obligations fiscales

SPECIMEN

Tous les montants indiqués sont exprimés en euros.

La rémunération due à l'Intermédiaire en application de l'Article 15 s'entend en euros hors taxes. La TVA applicable est ajoutée au taux en vigueur au jour de facturation.

Les montants versés au titre du Financement et de la Redevance ne sont pas soumis à la TVA.

Chaque Partie assume ses obligations fiscales respectives, sans solidarité ni substitution de responsabilité entre elles.

Précisions juridiques

Article 17. Propriété intellectuelle

17.1. Connaissances propres

1. Les Connaissances Propres de chaque Partie sont et demeureront leur propriété exclusive.
 2. L'Intermédiaire conserve l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents à sa plateforme, ses outils, méthodologies, bases de données, documents techniques, marques, logos, interfaces ou tout autre élément utilisé ou développé dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.
- Aucune disposition du contrat ne saurait être interprétée comme une cession, licence ou transfert des droits de propriété intellectuelle de l'Intermédiaire au bénéfice des autres Parties.

17.2. Droits d'usage concédés par l'Intermédiaire

L'Intermédiaire concède à la Société Agréée et au Porteur de Projet un droit d'usage personnel, non exclusif, non transférable, pour la durée du Contrat, afin d'accéder au Site, suivre les projets financés et utiliser les services afférents.

Ce droit d'usage est strictement limité à l'exécution du Contrat. La Société Agréée et le Porteur de Projet s'interdisent tout usage détourné, toute reproduction, extraction ou réutilisation substantielle des bases de données, ou tout acte de rétro-ingénierie du Site ou des technologies associées.

17.3. Créations spécifiques

Dans l'hypothèse où des Livrables spécifiques seraient créés par l'Intermédiaire à la demande expresse de la Société Agréée (hors outil standard du Site), ceux-ci feront l'objet d'une cession ou licence spécifique stipulée par avenant.

17.4. Garantie des Parties sur les contenus fournis dans le cadre du Contrat

Chacune des Parties garantit disposer des droits nécessaires sur les contenus qu'elle transmet aux autres Parties pour l'exécution du Contrat (textes, logos, visuels, documents, etc.).

17.5. Respect des droits de tiers

Chacune des Parties garantit que les outils, contenus ou supports utilisés dans le cadre du Contrat ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers.

Chaque Partie s'interdit d'utiliser, dans le cadre de la réalisation du Projet, des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle appartenant à un tiers sans l'autorisation écrite préalable de ce tiers. Les droits ou redevances qui pourraient être dus pour cette utilisation sont à la charge exclusive de la Partie concernée.

Chaque Partie garantit les autres Parties contre tout recours ou action qu'un tiers pourrait leur intenter à un titre quelconque à l'occasion de l'exercice des droits cédés ou concédés, notamment

contre toutes réclamations, revendications, demandes d'interdiction d'exploitation, demandes de dommages intérêts et d'une façon générale, contre toute action civile ou pénale émanant d'un tiers, relative aux droits de propriété intellectuelle attachés aux Résultats du Contrat.

Article 18. Confidentialité

18.1. Principe de confidentialité

Chaque Partie s'engage à n'utiliser ou ne divulguer aucune Information Confidentielle.

La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq (5) ans.

18.2. Exceptions

L'utilisation et la divulgation d'Informations Confidentielles sont, par exception, autorisées dans chacun des cas suivants :

SPECIMEN

- La loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire impose la divulgation, y compris sous forme de mise à disposition du public. Le Partenaire déclare à cet égard avoir connaissance de l'ensemble des obligations pesant sur la Société Agréée en matière de reddition de compte auprès du ministère signataire de son agrément, l'ADEME, ou encore les comités de concertation prévus par la réglementation ;
- Les Informations Confidentielles sont transmises à un tiers relevant d'une profession réglementée tenu au secret professionnel ;
- Les Informations Confidentielles sont sous forme agrégées, *i.e.* ne permettant pas d'identifier les données individuelles de l'une ou l'autre des Parties, ou sont communiquées à un tiers (i) aux fins de traitement agrégatif et (ii) tenu par une même obligation de confidentialité ;
- La Partie émettrice de l'Information Confidentielle les a autorisées, dans les conditions qu'elle détermine ;
- Les Parties les ont autorisées, notamment dans le cadre de l'Article 14 (*Propriété intellectuelle*).
- Les Informations Confidentielles sont communiquées par une Partie à toute société qu'elle contrôle directement ou indirectement ; ou qui la contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Article 19. Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la Réglementation Informatique et Libertés.

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

Dans ce cadre, les Parties s'engagent à mettre en œuvre et tenir à jour les procédures nécessaires au maintien de la conformité de la gestion des données personnelles, conformément à la réglementation en vigueur applicables aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, au Règlement (UE) 2016-679 adopté par le Parlement européen et le Conseil en date du 27 avril 2016 et applicable depuis le 25 mai 2018 (le « Règlement »).

Pour la réalisation des Prestations, les Parties toutes deux responsables de traitement, ont réciproquement accès et traitent des données à caractère personnel de l'autre Partie, relatives aux personnes physiques identifiées comme contacts professionnels pour les besoins de la gestion et du suivi de l'exécution du Contrat.

Les données sont destinées aux collaborateurs de chacune des entités et à leurs sous-traitants respectifs et ne seront en aucun cas transmises à des tiers pour des besoins autres que ceux définis au Contrat.

Les données personnelles des contacts identifiés dans le cadre du présent Contrat sont conservées pendant toute la durée du Contrat et au maximum pendant une durée de cinq (5) ans à compter de sa résiliation.

SPECIMEN

En application de la Règlementation Informatique et libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

Article 20. Responsabilité et assurance

20.1. Responsabilité

1. Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle du Contrat, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels elle recourt pour l'exécution du Contrat à prendre toutes les dispositions pour leur répercuter en miroir ses propres obligations contractuelles vis-à-vis de l'autre Partie.

2. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas préjudice résultant des activités de l'autre Partie.

Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

3. L'Intermédiaire garantit aux Parties qu'il dispose de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité et à l'exécution des prestations du Contrat conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

4. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq (5) ans.

20.2. Assurance

Chaque Partie s'engage à souscrire et à maintenir pendant toute la durée du Contrat toutes les assurances et garanties nécessaires pour se prémunir contre les risques découlant de l'activité qu'il exécute dans le cadre du Contrat, et notamment une ou des police(s) d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable couvrant les responsabilités et/ou les dommages de toute nature qui peuvent survenir à l'occasion de son activité et de l'exécution du Contrat.

Article 21. Modification du Contrat

1. Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du Contrat, les Parties conviennent que les termes de ce dernier pourront être réexaminés, à stricte et due concurrence des impacts résultant des évolutions constatées, sauf meilleur accord de leur part, dans les cas suivants :

SPECIMEN

- En cas d'évolution réglementaire, en particulier des textes applicables à l'exercice des activités agréées de la Société Agréée, ayant un impact significatif sur les conditions d'exécution du Contrat ;
- En cas de circonstances imprévues, non imputables à la Partie qui l'invoque, ayant un impact significatif sur les conditions d'exécution du Contrat ;

L'intervention d'un cas de réexamen permet d'enclencher la procédure de réexamen visée ci-après. Elle ne suspend pas l'exécution du Contrat, qui continue dans les mêmes conditions.

2. La procédure de réexamen débute à l'initiative de l'une des Parties par la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une demande de réexamen motivée.

Dès notification de la demande de réexamen, les Parties échangent de bonne foi sur les conséquences à tirer des éléments relevés par la Partie à l'origine de la demande.

Sauf urgence, la Partie à laquelle la demande de réexamen est transmise fait connaître à l'autre ses intentions dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la notification de la demande, quant au principe de réexamen.

Les Parties arrêtent le délai pour faire aboutir la procédure de réexamen et le calendrier de travail sous un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de l'acquisition de l'accord sur le principe de réexamen. En tout état de cause, et sauf urgence, la durée de la procédure de réexamen ne pourra pas être supérieure à une durée de trois (3) mois à compter de la notification de la demande de réexamen.

Chaque Partie tient à disposition de l'autre Partie les informations utiles au réexamen.

En cas d'accord final entre les Parties, le réexamen donne lieu à la conclusion d'un avenant. En cas de désaccord, les Parties conviennent qu'elles pourront mettre fin au Contrat à la date et aux conditions qu'elles détermineront d'un commun accord, ou à défaut, en saisissant le juge en résolution du contrat.

Les modalités de révision devront être établies dans le respect des conditions du paragraphe 1 ci-avant.

Article 22. Caractère personnel du Contrat et cession

1. Le Contrat est conclu entre les Parties à raison de leurs personnes respectives et notamment, s'agissant du Porteur de Projet, au regard des caractéristiques particulières de l'Activité Financée.

2. La cession du Contrat par l'Intermédiaire ou par le Porteur de Projet ne peut intervenir sans l'accord mutuel des Parties.

3. La Société Agréée peut à tout moment céder sa qualité de partie au présent Contrat, sous réserve d'acceptation du cessionnaire par le Porteur de Projet et par l'Intermédiaire. La cession ne vaudra que pour les effets des présentes ultérieurs à la signature de la cession et à sa notification par toutes les Parties à la cession à l'Intermédiaire par tout moyen écrit démontrant le consentement du cédant à la transmission de ces droits ainsi que l'identité du cessionnaire, notamment en transmettant une copie de l'acte de cession.

Le Porteur de Projet pourra se porter acquéreur par préemption, dans le cadre d'une cession entre la Société Agréée et un cessionnaire. La cession entraînera la fin du contrat immédiate et de plein droit du contrat si le cessionnaire, après préemption ou directement, est le Porteur de Projet.

Article 23. Résiliation et terme contractuel

23.1. Résiliation pour faute

1. En cas de manquement grave par l'une des Parties à ses obligations contractuelles, l'une quelconque des autres Parties peut résilier le Contrat, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation aux torts de l'une des Parties, donne lieu à l'indemnisation du préjudice subi par les autre Parties.

Si la résiliation est prononcée aux torts de l'Intermédiaire, postérieurement au versement du Financement, les obligations contractuelles du Porteur de Projet à l'égard de la Société Agréée (notamment le versement de la Redevance) demeurent pleinement applicables.

2. La Société Agréée pourra notamment résilier le Contrat aux torts du Porteur du Projet avec effet immédiat en présence de l'une des conditions suivantes :

a) Si le Porteur de Projet n'a pas honoré son obligation de payer la Redevance au plus tard dans les trois mois suivant la dernière échéance.

b) Si le Porteur de Projet n'a pas honoré son obligation de payer la Redevance au plus tard dans les dix jours suivant la dernière échéance et qu'il avait payé avec un retard supérieur à un mois une précédente échéance qu'il s'agisse de la précédente ou d'une échéance plus ancienne.

c) Si le Porteur de Projet utilise le Financement perçu pour une Activité autre que l'Activité Financée.

d) Si le Porteur de Projet met un terme à son Activité Financée.

La Société Agréée devra alors notifier par écrit à l'Intermédiaire et au Porteur de Projet sa décision de résiliation anticipée du Contrat. Le Porteur de Projet sera alors tenu de rembourser à la Société Agréée dans les 30 jours calendaires suivant la notification de la résiliation l'intégralité du Financement, déduction faite de la Redevance déjà versée.

Dans le cas mentionné en "b)", le Porteur de Projet sera également redevable de frais forfaitaires de mise en recouvrement égaux à un cinquième de la somme due.

23.2. Résiliation sans faute

1. La Société Agréée peut résilier unilatéralement le Contrat sans faute, ni préavis dans les cas suivants :

- tout ou partie de l'agrément dont bénéficie la Société Agréée n'est pas renouvelé à son profit ;
- en cas de retrait dudit agrément ;
- en cas d'évolution réglementaire ayant un impact significatif sur les conditions d'exercice de ses missions agréées CIMEN

Dans le dernier cas susvisé, la Société Agréée peut préférer, à la résiliation, la révision du montant et des conditions de son Financement.

La décision de résiliation en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit des autres Parties.

2. Le Porteur de Projet pourra résilier unilatéralement le Contrat au terme de chaque échéance annuelle (date anniversaire de signature du Contrat) s'il réunit les conditions suivantes :

- S'il a notifié sa volonté de résiliation à l'Intermédiaire et à la Société Agréée au moins trois mois avant la fin de l'échéance annuelle du Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception,
- S'il procède au paiement de la Prime définie préalablement ou d'une quote-part de celle-ci selon le montant total de Redevance déjà payé à la Société Agréée, via le Site, au plus tard le 20 du mois suivant la fin de la période du Contrat échue. Le montant total payé à la Société Agréée depuis le début du Contrat, consistant en l'addition de la Prime et de la Redevance, ne pourra excéder le montant de la Redevance Plafond. Si le montant de la Prime n'est pas déterminable, le Porteur de Projet ne pourra résilier unilatéralement le Contrat.

3. Le Porteur de Projet et la Société Agréée pourront s'accorder pour résilier le Contrat de façon anticipée s'ils réunissent les conditions suivantes :

- Si le Porteur de Projet a notifié à l'Intermédiaire et à la Société Agréée sa volonté de résiliation précisant le montant qu'il consent à payer à la Société Agréée par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Si le Porteur de Projet a transmis ses Informations Détaillées à l'Intermédiaire,
- Si la Société Agréée a notifié son accord par écrit, y compris par courrier électronique,
- Si le Porteur de Projet a procédé au versement de la Redevance correspondant au dernier terme échu dans les délais contractuels.

23.3. Liquidation judiciaire du Porteur de Projet

En cas de liquidation judiciaire du Porteur de Projet, une Redevance supplémentaire sera due par le Porteur de Projet, son montant sera égal au montant de la Redevance Plancher.

Cette créance nouvelle fera l'objet d'une déclaration de créance adressée au liquidateur judiciaire. A l'issue de la procédure, aucune autre Redevance ne sera plus due à la Société Agréée et son droit sur le Financement sera définitivement perdu.

Article 24. Composition du Contrat

Le Contrat est constitué des pièces suivantes, classées par ordre de priorité décroissante :

1°/ Des présentes ;

2°/ Des annexes suivantes :

SPECIMEN

- Annexe 1 : Règlement de consultation
- Annexe 2 : Dossier de Candidature
- Annexe 3 : Mandat du Porteur de Projet à l'Intermédiaire
- Annexe 4 : Mandat de la Société Agréée à l'Intermédiaire

En cas de contradiction entre les annexes du Contrat et le corps du Contrat, le Contrat prime.

Article 25. Dispositions Diverses

25.1. Invalidité partielle

Si l'une des conditions ou clauses du Contrat devient invalide, illégale ou non exécutoire, pour quelque cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres conditions et clauses du Contrat, et le Contrat sera interprété comme si cette condition ou clause n'en avait jamais fait partie. Dans la limite des dispositions légales, un accord reflétant l'intention originelle des Parties sera autant que possible substitué aux conditions et clauses devenues invalides ou non exécutoires.

25.2. Non-renonciation

Toute renonciation à l'une des dispositions du Contrat doit être faite par un écrit signé par les Parties. A défaut d'écrit, le fait, par l'une des Parties, de ne pas exiger l'exécution parfaite par une autre Partie de l'une de ses obligations, n'affectera en aucune façon le droit de demander ladite exécution à une date ultérieure et ne pourra donc être considéré comme une renonciation aux droits découlant desdites obligations, pas plus qu'il ne sera constitutif d'un quelconque droit acquis.

25.3. Force majeure et autres circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles la force majeure au sens des dispositions de l'article 1218 du code civil, ainsi que tout événement de nature à déséquilibrer de manière substantielle

l'économie du présent Contrat, en ce compris les événements relevant des conditions de mise en œuvre du cahier des charges de la Société Agréée telle que la coordination entre éco-organismes agréés, ou les évolutions brutales du marché de la reprise et du recyclage. Le caractère substantiel du déséquilibre résulte des conséquences difficilement remédiables de ce dernier.

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution du Contrat. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur le Contrat.

25.4. Règlement des différends

1. Le Contrat est soumis au droit français, et exécuté en langue française.

2. Les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles portant sur l'interprétation, la formation, l'exécution ou la cessation du Contrat et préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

SPECIMEN

A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du ressort de Paris.

Signatures électroniques et dates :

Annexes

- Annexe 1 : Dossier de Candidature
- Annexe 2 : Règlement de consultation
- Annexe 3 : Mandat du Porteur de Projet à l'Intermédiaire
- Annexe 4 : Mandat de la Société Agréée à l'Intermédiaire